

«Les limites à la croissance» résonnent plus fortes aujourd'hui qu'il y a 50 ans

Club de Rome: Que retenir en 2022 du rapport Meadows publié en 1972?

Par Carlo Thelen *

Il y a des rapports qui font date, rédigés par d'éminents chercheurs, précurseurs le plus souvent, qui captent l'air du temps et influent sur les générations présentes et futures. C'est le cas du rapport «Les limites à la croissance (dans un monde fini)», aussi appelé rapport «Meadows», publié en 1972 par le Club de Rome. Partant de la croissance démographique et de l'exploitation grandissante des ressources naturelles, les auteurs anticipent alors un arrêt de la croissance économique en raison de la limite des ressources disponibles et de l'incapacité de la planète à absorber une pollution en hausse.

50 ans plus tard, qu'en est-il de la pertinence des conclusions de ce rapport? Les externalités négatives de l'activité humaine sur la planète sont la priorité des politiques économiques européennes et des entreprises. Le Pacte Climat «Fit for 55», qui a pour objectif d'atteindre -55% d'émissions de gaz à effet de serre en 2030, puis un solde d'émissions net nul d'ici à 2050 (objectif du «Green Deal»), provoquent un bouleversement des modèles économiques et des stratégies des entreprises.

Le Luxembourg a l'ambition d'être un Etat membre modèle en la matière, en allant parfois plus loin que les recommandations européennes, et en aspirant au rôle de laboratoire international de bonnes pratiques de la transition écologique. Toutefois, cet objectif ne pourra pas être atteint au détriment d'une croissance indispensable à la qualité de vie de la population. Dans ce contexte, le rapport «Les limites à la croissance (dans un monde fini)» est bien plus une base de réflexion, qu'un manuel à suivre.

Osons le dire tout de suite, le rapport «Les limites à la croissance» n'a pas eu tout bon sur le déroulé de l'histoire, surestimant la croissance de la population et la baisse des ressources renouvelables, sous-estimant les conséquences de la pollution et ne tenant pas assez compte du changement climatique. Fort heureusement, la croissance n'est pas morte: la capacité des hommes à innover et à faire avancer le progrès technologique surprend encore et toujours. La malnutrition, même si elle demeure l'un des principaux «Objectifs de développement durable» (ODD) de l'ONU, a pu s'atténuer sous l'impulsion du développement économique de pays tels que la Chine.

L'accélération de l'industrialisation a davantage consisté en un basculement du système productif industriel de l'Occident vers l'Orient, avec comme impact positif une convergence certaine des niveaux de vie sur la planète, mais aussi avec des ris-



Pour l'auteur, la trajectoire durable dont a besoin le Luxembourg proviendra d'une transformation du modèle socio-économique, du progrès technologique et de la transition digitale et énergétique.

Photo: Anouk Antony

ques quant à la résilience des chaînes de valeurs, des effets négatifs sur l'environnement et des bouleversements sur le marché de l'emploi. L'accent mis sur l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables et la dégradation de l'environnement est un cri d'alarme qui résonne haut et fort aujourd'hui.

La pression sur la planète s'exerce aussi sur le Grand-Duché, bien qu'à plus petite échelle, et se fait de plus en plus forte au fil des ans, alors que notre pays connaît l'une des plus importantes croissances démographiques des économies développées: +2,0% en 2019 (avant la pandémie), contre +0,5% en moyenne dans les pays de l'OCDE. Dans le même temps, la croissance économique suit un rythme proche de celui de la population, ce qui reflète une situation inquiétante en termes d'évolution de la productivité.

C'est ce qu'indique le récent rapport annuel du Conseil National de la Productivité qui précise que «la productivité du travail du Luxembourg a quasi stagné sur le total des deux dernières décennies» et que «la performance du Luxembourg est préoccupante en comparaison internationale». La dynamique démographique et cette absence

d'évolution positive de la productivité provoquent une trajectoire intenable pour le Luxembourg, ce qui risque de venir à affecter le niveau de vie et la cohésion sociale de la population.

En effet, sans gains de productivité, il ne sera pas possible de passer d'une croissance extensive (basée uniquement sur une extension des facteurs de production, notamment de l'emploi) vers une croissance intensive et durable (basée sur une utilisation efficace et rationnelle des ressources existantes).

Nous l'observons déjà avec la croissance du poids du logement dans le budget des ménages, le temps perdu dans les embouteillages en perpétuelle hausse avant la crise sanitaire et les difficultés de disponibilité de la main-d'œuvre, devenue le principal défi des entreprises pour leur développement. Si le sujet ne touche pas que le Luxembourg, les pénuries récentes et les déséquilibres entre l'offre et la demande induits notamment par la reprise économique mondiale, ont provoqué une flambée des prix des matières premières et de l'énergie qui engendre une poussée inflationniste mondiale, ce qui fait quelque peu écho au scénario catastrophe du «rapport Meadows».

Durabilité ne signifie pas «croissance zéro»

Toutes ces raisons expliquent pourquoi le Luxembourg doit mettre le développement durable au centre de ses préoccupations. Mais durabilité ne signifie pas «croissance zéro». C'est ce qu'ont précisé les auteurs du rapport du Club de Rome dans une

version révisée de 2004. La croissance est indispensable au niveau mondial et encore plus au Luxembourg. La période de crise que nous avons traversée est une démonstration par l'absurde des bienfaits de la croissance. L'arrêt total de l'activité a menacé la pérennité des entreprises et des emplois et entamé notre qualité de vie, de façon, qui plus est, inégalitaire. En effet, certains d'entre nous étaient bien plus exposés du fait de leur métier ou de leur employabilité. La situation n'a pu être sauvée que grâce aux aides d'une ampleur considérable accordées par l'Etat et à l'agilité de nombreuses entreprises qui ont adapté, voire réinventé de fond en comble leur modèle d'affaires.

La nécessaire transformation du modèle de croissance

Avec le retour de la croissance, reviennent aussi les emplois et la rentabilité des entreprises (en espérant que cette dernière ne soit pas trop comprimée à cause de la flambée actuelle des prix énergétiques), indispensable aux investissements nécessaires pour accomplir la double transition environnementale et digitale. Pour la population, la croissance signifie hausse du pouvoir d'achat. Au niveau de l'Etat, les recettes publiques additionnelles résultant de la croissance d'entre les deux crises ont favorisé le développement de l'Université du Luxembourg, la création d'un écosystème promouvant des entreprises innovantes (start-ups, fintechs...) et la stratégie de développement économique et de modernisation du pays et de ses infrastructures.

La trajectoire durable dont a besoin le Luxembourg proviendra d'une transformation du modèle socio-économique, du progrès technologique, de la transition digitale et énergétique, pour finalement réussir à «faire mieux avec moins». Il s'agira également d'accélérer le progrès dans les technologies environnementales pour favoriser la compétitivité de notre industrie, ce auquel la Chambre de commerce contribue en faisant de l'éco-innovation le thème d'un important travail. Il faudra continuer à diversifier l'économie sur des activités innovantes et à forte valeur ajoutée, alors que la stratégie de développement de nouveaux secteurs prioritaires connaît des succès variés, la complexité administrative et procédurale demeurant trop souvent des freins incompréhensibles dans un Etat qui se veut pragmatique. L'innovation et la compétitivité dans les niches de croissance dépendront, en grande partie, de notre capacité à former, attirer et maintenir les talents. La prospérité de notre pays dépend à l'avenir encore davantage de la qualité de notre système éducatif. Une économie agile et résiliente, reposant notamment sur la digitalisation et la simplification administrative, une plus forte inclusivité et égalité des chances, le renforcement de la Grande Région sous l'impulsion du Grand-Duché et un regain de compétitivité fiscale et de compétitivité coût, sont autant indispensables à la transition vers une croissance durable.

La circularité pour rendre le monde fini quasi infini

Enfin, je souhaiterais mettre plus fortement l'accent sur l'économie circulaire, concept dont la Chambre de commerce est un fervent défenseur, accompagnant les entreprises dans son adoption. Selon la récente stratégie nationale sur le sujet, l'économie circulaire est un «système basé sur la conservation de la valeur» où «les produits et les modèles commerciaux sont conçus pour avoir des phases d'utilisation beaucoup plus longues et efficaces». Chaque acteur économique doit, dès lors, utiliser le concept d'économie circulaire pour améliorer significativement l'efficacité des ressources et parer à leur épuisement. En adoptant une approche moins linéaire et davantage circulaire, les secteurs économiques peuvent se prémunir, du moins en partie, des effets néfastes de la hausse actuelle et future des prix des matières premières et de l'énergie. Mais il s'agit avant tout d'une partie de la solution, valable tant pour le rapport du Club de Rome de 1972, que pour les défis structurels du Luxembourg de 2022.

* L'auteur est directeur général de la Chambre de commerce

La croissance est indispensable au niveau mondial et encore plus au Luxembourg.